



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION  
DEPARTEMENTALE DE  
LA PROTECTION  
DES POPULATIONS

## ARRETE

portant AUTORISATION  
au titre d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

Service  
prévention des risques  
environnementaux  
N°IC 2003/9134  
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor,  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le Code du Travail et notamment le livre II,
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005 et le 1<sup>er</sup> août 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 24 décembre 2002 modifié, relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié, relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R.512-45 du Code de l'Environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation, au titre du livre V du code de l'environnement, notamment sous la rubrique n° 2111-3° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 définissant le programme d'action pris en application de la directive CEE 91-676 du 12 décembre 1991, à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 juin 2010 portant délégation de signature permanente à M. Philippe de GESTAS de LESPEROUX, secrétaire général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
- VU le récépissé de déclaration du 20 décembre 1994, au titre de l'installation classée « **ALLANIC Jean-Marc** », relatif à l'exploitation en PLEUMEUR GAUTIER au lieu dit « Kerbleiz » d'un élevage avicole de 18750 volailles soit 4500 dindes reproductrices et 14250 dindes de chair) correspondant à 56250 animaux équivalents

- VU le dépôt en date du 7 avril 2010 du dossier correspondant au bilan de fonctionnement décennal ;
- VU le rapport de présentation générale de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 28 juin 2010 ;
- VU le courrier adressé le 30 juin 2010 à l'exploitant lui communiquant le rapport de l'inspecteur des installations classées et l'invitant à présenter ses observations devant le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques sanitaires et Technologiques ou par écrit,
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 9 juillet 2010 ;
- VU le courrier recommandé adressé le 31 août 2010 à l'exploitant, et reçu le 1<sup>er</sup> septembre 2010 lui communiquant le projet d'arrêté comportant des prescriptions complémentaires pour l'élevage concerné,

CONSIDERANT que l'exploitant a été mis en mesure de présenter ses observations au sujet du présent arrêté aux termes d'une procédure contradictoire ;

CONSIDERANT que l'installation classée autorisée est concernée par l'application de la directive IPPC 2008/1CE du 15 janvier 2008 (*prévention et réduction intégrée de la pollution*) remplaçant la directive IPPC 96/61/CE du 24 septembre 1996, codifiée, traduite en droit français par les arrêtés susvisés du 24 décembre 2002 et du 29 juin 2004, modifiés ;

CONSIDERANT que l'article L 513-1 du Code de l'Environnement permet aux installations soumises à autorisation et qui ont été régulièrement mise en service au titre des établissements déclarés de pouvoir continuer à fonctionner sans autorisation,

CONSIDERANT que l'article R.513-2 du Code de l'Environnement donne la possibilité aux préfets d'imposer toute prescription complémentaire qu'ils jugent nécessaire à la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du livre V du Code de l'Environnement notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement.

CONSIDERANT que le bilan de fonctionnement décennal est recevable et qu'il s'agit de la mise en place des meilleures techniques disponibles conforme à la directive IPPC dans un élevage de dindes (chair et reproductrices) initialement déclaré (récépissé de déclaration du 20 décembre 1994), et aujourd'hui autorisé au titre de l'antériorité

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1 –

Le pétitionnaire est autorisé au titre de l'installation classée « **ALLANIC JEAN MARC** » sise à PLEUMEUR GAUTIER au lieu dit « Kerbleiz » à exploiter à cette même adresse (section B, parcelle n° 110 et 111) conformément aux plans et mémoire annexés à la demande **un élevage avicole dont la capacité maximale est de 14250 dindes de chair et 4500 dindes reproductrices soit 56 250 animaux-équivalents en présence simultanée.**

**Il est également donné acte à l'éleveur** de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter également, en annexe de l'élevage, à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 350 tonnes par an.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n°2111-1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'arrêté du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ainsi que celles définies ci-après.

## ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES BATIMENTS D'ELEVAGE (POULAILLERS ET ANNEXES).

### 2.1. *Aménagement et exploitation des bâtiments :*

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2 400 m<sup>2</sup>

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.6. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;

- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

### 2.2. - *Sécurité :*

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'Euroclasse feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

### ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET SUPPORTS DE CULTURES.

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en œuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) sur une plate-forme de compostage en annexe de son installation.

#### 3.1 - *Installation de compostage.*

3.1.1. - Au sens du présent arrêté, une installation de compostage est une installation qui, à partir d'un procédé biologique aérobie contrôlé, permet la stabilisation par dégradation et réorganisation de la matière organique avec obtention d'un compost destiné à être mis sur le marché ou utilisé comme matière fertilisante ou support de culture ou comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture.

3.1.2. - Le produit obtenu répondra aux critères imposés par la norme NFU-42 001.

3.1.3. - Pour la mise en œuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera d'une plate forme étanche suffisamment dimensionnée et permettant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.1.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3.1.5. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en œuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.1.6. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées .

3.1.7. - La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

### 3.2. - *Exploitation - entretien.*

#### 3.2.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

#### 3.2.2. Ventilation des locaux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

#### 3.2.3. Contrôle et suivi du compostage.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.2.3.1. Le process doit respecter un minimum de deux retournements ou une aération forcée et l'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer au moins les relevés suivants : (J correspondant au jour de chaque retournement.)

- 1ère mesure à J + 2 jours
- 2 ième mesure à J + 5 jours
- 3 ième mesure à J + 12 jours

Ces opérations sont renouvelées à chaque retournement.

3.2.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- a) - la quantité de matières premières entrantes en compostage par catégorie,
- b) - l'origine des matières premières (nature et origine des déjections - origine des déchets verts, le cas échéant),
- c) - les dates d'entrée en compostage (correspondant au 1er retournement),
- d) - les quantités d'eau apportée et les dates d'apport,
- e) - les mesures de température (date des mesures et relevés de température),
- f) - les dates des retournements ultérieurs,



- g)- la date de l'entrée en maturation,
  - h) - le bilan matière dans la mesure où le procédé démontrant un abattement d'azote sur le fertilisant à épandre.
- La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

3.2.3.3. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.2.3.4. Les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.2.3.5. Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.2.3.6. Pour les composts qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

#### 3.2.4 Utilisation du compost.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les composts doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH<sub>4</sub>, P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, K<sub>2</sub>O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, œufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-3.

### 3.3. Gestion des flux - Traçabilité

Une convention est établie avec un prestataire de service qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2170 pour 350 tonnes de compost par an soit 11 124 unités d'azote.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- a) - les dates de départs,
- b) - les références de lot,
- c) - la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- d) - les quantités livrées en tonnes et/ou en m<sup>3</sup>,
- e) - le nom du transporteur,
- f) - les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m<sup>3</sup>, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

#### ARTICLE 4 :

**4-1 :** L'installation est soumise aux dispositions de l'arrêté du 29 juin 2004 modifié et du 24 décembre 2002 modifié. L'exploitant doit annuellement vérifier les seuils d'émissions des polluants visés dans les annexes des arrêtés ministériels sus-visés, afin de déclarer, en cas de dépassement de ces seuils, les dites émissions générées par son élevage et réaliser un bilan de fonctionnement de fréquence décennal.

L'installation est réalisée et exploitée en se référant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies ci-dessous et en annexe de l'arrêté du 29 juin 2004 modifié ainsi qu'en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. A cet effet, l'exploitant s'appuie notamment sur le document de référence disponible dans l'Union européenne à savoir le BREF-élevages intensifs.

Les meilleures techniques disponibles se définissent comme le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation, démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs limites d'émission visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble.

Par « techniques », on entend aussi bien les techniques employées que la manière dont l'installation est conçue, construite, entretenue, exploitée et mise à l'arrêt.

Par « disponibles », on entend les techniques mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le contexte du secteur industriel ou agricole concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables, en prenant en considération les coûts et les avantages, que ces techniques soient utilisées ou produites ou non sur le territoire, pour autant que l'exploitant concerné puisse y avoir accès dans des conditions raisonnables.

Par « meilleures », on entend les techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

L'exploitant tient à jour et met à disposition de l'inspecteur des installations classées un registre permettant de suivre :

- la consommation annuelle d'eau pour l'activité d'élevage
- les consommations annuelles des différentes sources d'énergie
- les quantités annuelles d'aliments consommés par les animaux
- les déchets produits sur l'exploitation et leur destination par type de déchets

**4-2 :** L'installation est soumise aux dispositions du programme d'action départemental pris en application du décret n° 2001- 34 du 10 Janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

La fertilisation doit notamment répondre aux tableaux de calendriers d'épandage dans les conditions prévues par le programme d'action départemental contre la pollution par les nitrates d'origine agricole. De même, les modalités **d'enregistrement de la fertilisation** doivent répondre aux dispositions de l'arrêté du ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005 et le 1<sup>er</sup> août 2005, reprises dans le programme d'action.

## ARTICLE 5 –

Le présent arrêté abroge et remplace le récépissé de déclaration délivré le 20 décembre 2004.

## ARTICLE 6

Une copie du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'autorisation est soumise, sera affichée à la porte de la mairie de PLEUMEUR GAUTIER pendant une durée minimum d'un mois.

Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

## ARTICLE 7 -

*Délai et voie de recours* (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personne physique ou morale, les communes intéressées, leurs groupements ou leurs syndicats, le délai de recours est de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.



ARTICLE 8 –

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de PLEUMEUR GAUTIER, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire, *pour être conservé en permanence et présenté à toute réquisition des autorités administratives ou de police.*

SAINT-BRIEUC, le

20 SEP. 2010

LE PREFET,

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Philippe de Gestas-Lespéroux

